

PROVENCE

la Marseillaise

MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2015 - 1,10 € - N° 21528

www.lamarseillaise.fr

AREVA MENACES SUR L'EMPLOI

Près de 3000 salariés du groupe sont montés hier à Paris pour interpeller la direction du groupe tentée de supprimer des milliers d'emplois suite aux mauvais résultats économiques. **PAGE 21**

TO MOHAMMED EL HANZAOU



Les 630 salariés AREVA NP de l'établissement de BAGNOLS/CEZE mobilisés pour défendre leur avenir. Non au Dépeçage de l'ingénierie. Non au Démantèlement d'AREVA. NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.

la cgt AREVA LA FILIERE NU AREVA LA CRISE C'EST EUX

France-Monde

Energie. Environ 3000 salariés venus de toute l'industrie du nucléaire se sont rassemblés hier à Paris au siège du groupe après les informations portant sur plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

Réunion sous tension avec la direction d'Areva

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL A PARIS, GERARD LANUX

Une grande manifestation, à laquelle ont pris part environ 3000 salariés de la filière nucléaire française, s'est déroulée hier à Paris à l'appel d'une intersyndicale (CGT-CFDT-FO-UNSA-CFE CGC) sous les fenêtres de la tour Areva à la Défense après les informations indiquant que les mauvais résultats financiers du groupe pourraient conduire à 4 000 suppressions d'emplois, au démantèlement de la société et à des menaces sur la sécurité des installations. Une délégation de l'intersyndicale a été reçue par la direction "sans grands résultats ni réponses claires" selon les salariés.

« Ce n'est pas encore une véritable angoisse mais plutôt une inquiétude qui grandit et finit par gagner tous les sites » assure Michel, technicien à Marcoules. Cette inquiétude a rempli plusieurs wagons d'un TGV au départ d'Aix-en-Provence. Direction: le siège d'Areva à la Défense pour exiger des dirigeants mais aussi du gouvernement une vision claire sur ce qui se trame en coulisses.

Ce que Guy-Laurent Lagier (CGT) appelle « le dépeçage » de ce symbole de l'industrie nucléaire française dans la tourmente. Selon lui, 3 à 4000 salariés sur les quelque 30000 d'Areva en France pourraient être touchés par la crise traversée par la société endettée à hauteur de 7 milliards d'euros.

Depuis 2014, on y voit beaucoup plus clair sur les raisons qui ont conduit à cette désastreuse situation: Pour Guy-Laurent Lagier, c'est « la résultante de la conjugaison de divers facteurs: le scandale de l'achat d'une mine d'uranium en Afrique qui s'est avérée vide de minéral; une sale affaire combinée avec le gouffre financier des projets EPR de Finlande et Flamanville. Les dettes s'alourdissent alors qu'il y a un carnet de commandes de près de 45 milliards d'euros ! »



L'ampleur de la manifestation d'hier témoigne d'une réelle inquiétude des salariés. PHOTO MOHAMMED EL HAMZAOU

Gouvernance du groupe et silence de l'Etat critiqués

Que fait-on dans de telles situations? « On casse tout et on procède à la vente à la découpe, sans feuille de route » critique le syndicaliste.

Comme toujours, les salariés paient les pots cassés. « La seule idée fixe de la direction » estime Jean-François, ingénieur à Tricastin, « c'est de combler le trou en réalisant des économies dont le personnel fera fatalement les frais ». « Certes on nous parle encore que de départs volontaires à la retraite » ajoute Michel, technicien affecté à la sécurité à Cadarache, « mais qu'y aura-t-il après? »

Dans la rame qui amenait les salariés vers Paris, les spéculations allaient bon train. « Un appel aux

départs volontaires peut cacher des ambitions beaucoup plus sanglantes » craint Anne-Marie. Egalement remis en cause: « la mauvaise gouvernance de la société et l'immobilisme d'un gouvernement pourtant actionnaire » dénonce Thierry (CFDT) ingénieur en Radioprotection. Alain acquiesce et évoque les conséquences sur la santé, « de plus en plus de congés maladie, de situations de stress » relatant « l'inquiétude grandissante chez les salariés ».

Et pourtant qui eut cru, il y a seulement quelques années, que ce fleuron puisse être un jour ébranlé. « Bien sûr les temps changent », reconnaît Benoît, « l'exigence écologique surtout après les catastrophes de Tchernobyl et

Fukushima se fait plus pressante pour une transition énergétique qui induit une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité ». Et le gouvernement n'est pas insensible à cet appel du pied d'une partie de l'électorat de gauche dont il ne peut se passer.

Au cours du rassemblement, la solidarité de nombreux salariés d'EDF et d'autres entreprises a été saluée par différents dirigeants des confédérations syndicales notamment de la métallurgie.

Présent également dans la foule, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent venu assurer les salariés de l'engagement de son parti dans leur lutte.

L'énergie de sortir des logiques financières

Billet

■ Les salariés d'Areva sont inquiets et amers. Ils ont de quoi. Les choix successifs des directions et des pouvoirs publics aboutissent à une casse sociale dont ils sont les premières victimes. L'accord signé entre EDF et Areva sous les auspices de Bercy témoigne de la volonté de démanteler le groupe dans la tourmente en l'amputant de la partie « réacteurs » de son activité et de restructurer l'ensemble de la filière sur des critères financiers. À l'approche de la COP 21, c'est au contraire tout le secteur de l'énergie qu'il faut émanciper des logiques de rentabilité financière. La filière électro-nucléaire, pour être performante et sûre doit redevenir 100% publique. Elle est indispensable, aux côtés des énergies non-carbonnées et des économies de consommation pour réussir une transition énergétique apte à relever le défi de la lutte contre le réchauffement climatique. Il y a urgence, car la casse sociale est souvent le prélude de la casse industrielle et de la perte des savoir-faire. L'Etat actionnaire en serait responsable. L'enjeu n'est pas mince, les questions de travail, des qualifications dans ce secteur sont d'intérêt général.

LÉO PURQUETTE

Repères

Des embauches ?

Selon la CGT, le maintien et le développement des collectifs de travail et des savoirs faire de la filière nucléaire impose 110 000 embauches d'ici 2020.

Or, l'annonce de la vente des activités Énergie d'Alstom à General Electric a montré que le gouvernement entend la restructurer au nom de la compétitivité plutôt que sur une logique de filière industrielle. La même logique préside au démantèlement du groupe Areva.

3000

salariés. «3000 salariés», venus ont investi la place devant le siège de l'ex-fleuron du nucléaire. Une mobilisation «plus que réussie», pour l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGE, Unsa-Spaen.

6000

postes. 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France, sur les 44.000 que compte le groupe (29.000 en France) sont sur la sellette pour réaliser un plan d'économie d'un milliard d'euros d'ici à 2017.

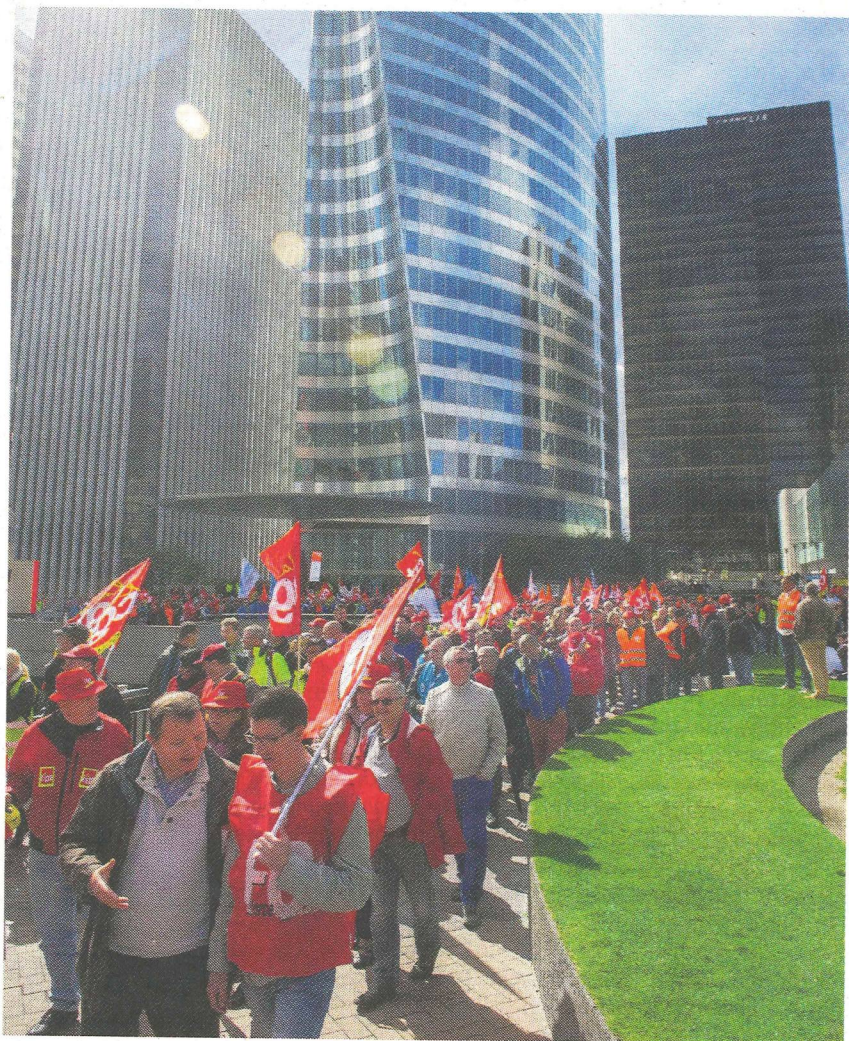
Pascal Evariste (CGT)

«On a l'impression qu'on met en place un truc vite fait, rafistolé, pour que ça tienne jusqu'en 2017».

Areva appelle l'État à la rescousse

3 000 personnes ont manifesté hier devant le siège d'Areva à la Défense. Les salariés refusent les 4 000 suppressions d'emplois et des errements stratégiques du groupe.

Des dizaines de croix au pied de la tour Areva. Hier, les abords du siège du géant du nucléaire avaient des airs de cimetière. Sur ces fausses tombes, on pouvait lire « salariés », « sous-traitants », « commerçants », « pompiers »... Tous sont les futures victimes de la stratégie décadente du groupe. Entre les gratte-ciel du quartier d'affaires de la Défense, l'ambiance n'avait pourtant rien de morbide. Plus de 3 000 salariés sont venus de toute la France, de La Hague, Marcoule, Paimboeuf, Saint-Marcel, Tricastin... à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de l'Unsa-Spaen et de la CFE-CGC pour manifester leur refus du plan drastique de 3 000 à 4 000 suppressions d'emplois via un plan de départs dit volontaires, puis d'un éventuel plan social sur les 29 000 postes que compte le pays, pour réaliser un milliard d'euros d'économies. Les négociations avec les organisations se poursuivront les 21 et 22 septembre prochains. Déjà Pascal Évariste, secrétaire général du syndicat CGT, a prévenu : « C'est le début de la bagarre, les salariés qui partent comme ceux qui restent vont morfler. » Pour Philippe Launay, délégué syndical central FO à La Hague (Manche), « ce n'est pas aux salariés de purger les erreurs passées et de payer la dette ! »



HIER, LES SALARIÉS D'AREVA ET DE SES FILIÈRES ÉTAIENT RASSEMBLÉS DEVANT LE SIÈGE DE L'ENTREPRISE CONTRE LES RESTRUCTURATIONS ET LICENCIEMENTS. PHOTO PATRICK NUSSBAUM

Accidents du travail

Sur le site proche de Cherbourg, plus grande structure Areva du pays, au moins 500 disparitions de postes sont annoncées. Michel Martin, militant CFDT, est inquiet. « C'est le tissu économique de toute une région qui est menacé. Nos sous-traitants sont tous à proximité ! On s'est trop fait blouser par nos dirigeants ! Ça fait trente-cinq ans que je suis dans cette entreprise et je n'ai jamais vu une manif de cette ampleur ! » Alors que les effectifs sont déjà à l'os, des nouvelles coupes sombres posent des problèmes de sécurité. Non loin d'un étal recouvert d'huîtres du Cotentin, Jean-Paul Vaultier, secrétaire du CHSCT, entre deux bourrasques de vent, explique : « Quand il y a un arrêt maladie, il faut rappeler quelqu'un sur ses congés. Les employés à la radioprotection, qui mesurent les radiations, ne sont plus nombreux. Souvent, on est en autoévaluation. »

Même constat à la centrale de Tricastin (Drôme). En 2014, un salarié est mort, renversé par l'un de ses collègues conduisant un chariot élévateur. Anne, une salariée, raconte : « Nous avons le plus fort taux d'accidents du travail du groupe. On nous met la pression pour aller plus vite, mais nous ne sommes pas une usine de chocolat ! »

Une partie des cols blancs sont descendus de la tour pour manifester. Les fonctions supports au siège du groupe risquent d'être les premières touchées par le coup de rabot sur les emplois. Plus tard, en bas de la tour EDF, de l'autre côté de l'esplanade de la Défense, les manifestants ont aussi exprimé la crainte du démantèlement de l'entreprise depuis l'annonce de la cession de l'activité réacteur Areva NP à la multinationale

de l'électricité. « Les patrons des deux entreprises ont toujours été mis en opposition, c'est l'État qui bousille Areva et EDF tout seul, c'est quand même triste ! » déplore Éric Guillou, élu Unsa-Spaen au comité d'entreprise de La Hague. De fait, les deux entités ont toujours eu des rapports paradoxaux, travaillant ensemble tout en étant concurrentes. Manu Joly, délégué syndical central CGT, donne un exemple. « Areva construit une usine d'enrichissement de l'uranium à Pierrelatte (Drôme), pourtant EDF va se fournir en Russie. L'État n'a rien fait depuis une dizaine d'années, alors que 600 à 500 millions d'euros de dividendes lui étaient versés annuellement. Rendez-nous cet argent ! » ●

LA LISTE

Les «goodies» du pontife

- 1 Le «pope toaster» permet désormais «d'imprimer» l'effigie du Pape sur ses tartines. Disponible en ligne pour 48,95 dollars, c'est l'un des multiples produits dérivés sortis à l'occasion du voyage de François aux Etats-Unis (du 22 au 27 septembre).
- 2 Tee-shirts, casquettes ou parapluies sont aussi proposés à la ferveur mercantile, frappés des slogans «Best Pope ever» (le meilleur des papes), «Fresh Pope» (super pape) ou «Yo pontif». Quelque 52 émojis et 14 gifs ont été créés, rapporte la Croix.
- 3 Des nourritures plus matérielles que spirituelles comme un morceau de mozzarella en forme de pape dans un resto de Philadelphie, des sandwichs, des biscuits apéritif, une bière («You Only Pope Once») et – au secours ! – une boisson hybride bière-vin.



WWW.TOASTTHEPOPE.COM



DU NORD

Pyongyang s'est dit prêt, mardi, à utiliser des armes nucléaires contre les Etats-Unis et d'autres ennemis. «S'ils persistent à mettre en œuvre leur politique hostile irresponsable, [la Corée du Nord] se tient prête à riposter à n'importe quel moment avec l'arme nucléaire», a précisé le directeur de l'Institut national de l'énergie atomique cité par l'agence de presse officielle KCNA. Cette annonce a été faite à l'occasion du redémarrage d'un réacteur considéré comme la principale source de plutonium de qualité militaire dans le pays. La Corée du Nord a également évoqué la possible mise sur orbite le mois prochain de satellites au moyen de fusées, une éventualité qui constituerait, selon la Corée du Sud, «un acte grave de provocation».



AU SUD

Les autorités sanitaires sierra-léonaises ont annoncé, mardi, avoir placé en quarantaine 680 personnes pour une durée de vingt-et-un jours afin d'empêcher une recrudescence d'Ebola après la mort, dimanche, d'une adolescente de 16 ans. Ses parents et ses proches font partie des personnes en confinement. «C'est un coup de semonce» qui «montre que le virus Ebola est toujours présent», a réagi Amadu Thullah, porte-parole du centre de réponse local à Ebola. La Sierra Leone espérait être en voie d'éradication du virus après la sortie d'hôpital, le 24 août, de la dernière malade d'Ebola connue : cela faisait plus de deux semaines qu'aucune nouvelle contamination n'avait été signalée.

Manifestation des salariés d'Areva

Blanche, orange, rouge et azur : la mosaïque intersyndicale d'Areva, rassemblée sur les marches de la Grande Arche de La Défense, tranche avec les costumes gris du quartier d'affaires. Venus de La Hague, de Marcoule ou du Tricastin, 2500 salariés du groupe nucléaire ont déboulé mardi matin devant le tour Areva pour s'opposer aux 3500 à 4000 suppressions de postes prévues d'ici 2017 dans le cadre d'un plan d'économies d'un milliard d'euros. Avec un mot d'ordre : «Non au dépeçage!» En gilets jaune fluo, une garde d'honneur escorte le cercueil de «nos emplois», telle une procession funéraire, sauf que le cortège noie son inquiétude dans un con-

cert de slogans, pétards et sifflets. Pour Sylvie, descendue de la tour pour soutenir ses collègues, la messe est dite : «J'ai connu Areva au mieux de sa forme. C'est dommage, c'était une bonne société. Il y a eu des erreurs.» Parmi les manifestants, beaucoup reprochent à la direction une gouvernance hasardeuse, marquée par la guerre fratricide avec EDF et l'affaire UraMin. «Les salariés ne doivent pas être les victimes expiatoires de ces errances», affirme Cyrille Vincent, coordinateur CFE-CGC chez Areva. «Je connais peu d'entreprises en faillite avec 46 milliards d'euros de carnet de commandes et de l'activité pour six ans, ironise Bruno Blanchon, responsa-

ble de la branche atomique de la CGT. *Seulement, nous allons arriver face à un mur de dettes en 2016, parce que les dirigeants ont raisonné avec des emprunts sur trois ans pour des installations qui rapporteront de l'argent pendant soixante.»* Les syndicats demandent une recapitalisation de l'entreprise par l'Etat estimée à 7 milliards d'euros, rappelant notamment les enjeux de sûreté des installations. «Que l'Etat assume son rôle!» réclame Stéphanie Gooris, secrétaire de la section Unsa de La Hague. La dernière phase de négociations entre les cinq syndicats d'Areva et la direction aura lieu lundi et mardi.

LOUIS NADAU

Réunion sous tension avec la direction d'Areva

- Écrit par [Gérard Lanux](#)
- mercredi 16 septembre 2015 13:30
- [Imprimer](#)



Photo Mohamed El Hamzaoui

Environ 3000 salariés venus de toute l'industrie du nucléaire se sont rassemblés mardi à Paris au siège du groupe après les informations portant sur plusieurs milliers de suppressions d'emplois.

de notre envoyé special a Paris, Gérard Lanux

Une grande manifestation, à laquelle ont pris part environ 3000 salariés de la filière nucléaire française, s'est déroulée mardi 15 septembre à Paris à l'appel d'une intersyndicale (CGT-CFDT-FO-UNSA-CFE CGC) sous les fenêtres de la tour Areva à la Défense après les informations indiquant que les mauvais résultats financiers du groupe pourrait conduire à 4 000 suppressions d'emplois, au démantèlement de la société et à des menaces sur la sécurité des installations. Une délégation de l'intersyndicale a été reçue par la direction "sans grands résultats ni réponses claires" selon les salariés.

« Ce n'est pas encore une véritable angoisse mais plutôt une inquiétude qui grandit et finit par gagner tous les sites » assure Michel, technicien à Marcoules. Cette inquiétude a rempli plusieurs wagons d'un TGV au départ d'Aix-en-Provence. Direction: le siège d'Areva à la Défense pour exiger des dirigeants mais aussi du gouvernement une vision claire sur ce qui se trame en coulisses.

Ce que Guy-Laurent Lagier (CGT) appelle « le dépeçage » de ce symbole de l'industrie nucléaire française dans la tourmente. Selon lui, 3 à 4000 salariés sur les quelque 30000 d'Areva en France pourraient être touchés par la crise traversée par la société endettée à hauteur de 7 milliards d'euros.

Depuis 2014, on y voit beaucoup plus clair sur les raisons qui ont conduit à cette désastreuse situation. Pour Guy-Laurent Lagier, c'est « la résultante de la conjugaison de divers facteurs: le scandale de l'achat d'une mine d'uranium en Afrique qui s'est avérée vide de minerai ; une sale affaire combinée avec le gouffre financier des projets EPR de Finlande et Flamanville. Les dettes s'alourdissent alors qu'il y a un carnet de commandes de près de 45 milliards d'euros ! »

Gouvernance du groupe et silence de l'Etat critiqués

Que fait-on dans de telles situations ? « On casse tout et on procède à la vente à la découpe, sans feuille de route » critique le syndicaliste.

Comme toujours, les salariés paient les pots cassés. « La seule idée fixe de la direction » estime Jean-François, ingénieur à Tricastin, « c'est de combler le trou en réalisant des économies dont le personnel fera fatalement les frais ». « Certes on nous parle encore de départs volontaires à la retraite » ajoute Michel, technicien affecté à la sécurité à Cadarache, « mais qu'y aura-t-il après? »

Dans la rame qui amenait les salariés vers Paris, les spéculations allaient bon train. « Un appel aux départs volontaires peut cacher des ambitions beaucoup plus sanglantes » craint Anne-Marie. Egalement remis en cause: « la mauvaise gouvernance de la société et l'immobilisme d'un gouvernement pourtant actionnaire » dénonce Thierry (CFDT) ingénieur en Radioprotection. Alain acquiesce et évoque les conséquences sur la santé, « de plus en plus de congés maladie, de situations de stress » relatant « l'inquiétude grandissante chez les salariés ».

Et pourtant qui eut cru, il y a seulement quelques années, que ce fleuron puisse être un jour ébranlé. « Bien sûr les temps changent », reconnaît Benoit, « l'exigence écologique surtout après les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima se fait plus pressante pour une transition énergétique qui induit une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité ». Et le gouvernement n'est pas insensible à cet appel du pied d'une partie de l'électorat de gauche dont il ne peut se passer.

Au cours du rassemblement, la solidarité de nombreux salariés d'EDF et d'autres entreprises a été saluée par différents dirigeants des confédérations syndicales notamment de la métallurgie.

Présent également dans la foule, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent venu assurer les salariés de l'engagement de son parti dans leur lutte.

Mercredi 16 septembre 2015

PIERRELATTE 500 salariés d'Areva Tricastin vont manifester à Paris

Au mois de juin, les salariés d'Areva Tricastin avaient déjà fait sensation en manifestant dans les rues de Pierrelatte, chose rare. Ils espèrent encore interpeller leurs dirigeants avec ce mouvement national de plus grande ampleur mardi.



C'est une première pour les salariés d'Areva Tricastin. Mardi, ils seront près de 500 à monter à Paris pour se joindre au grand mouvement de grève nationale lancé par tous les syndicats de l'entreprise. Deux rames de TGV ont spécialement été affrétées au départ de Pierrelatte afin de transporter les participants. Ils seront rejoints par les salariés des sites de Marcoule et de Cadarache. Et ce sont près de 2 000 personnes qui devraient se retrouver devant le siège du groupe à La Défense. En pleine réorganisation stratégique depuis plusieurs mois afin de faire face à des pertes records l'an dernier (4,8 milliards d'euros), Areva a déjà entamé la cession de sa division réacteurs et services à EDF et va dans l'avenir se recentrer autour des activités minières et du cycle du combustible (enrichissement de l'uranium, retraitement des déchets).

« Il faut arrêter l'hémorragie »

« Des négociations sur un plan volontaire de départs sont en cours, explique Cédric Noyer, du syndicat FO au Tricastin. Ce sont 4 000 personnes qui vont partir. Mais comment va-t-on réussir à gagner des parts de marché à l'avenir ? Comment va-t-on pouvoir travailler en sécurité et en sûreté ? Comment va-t-on motiver les gens alors qu'on gèle les salaires et qu'on supprime les intéressements ? Il faut arrêter l'hémorragie. C'est dangereux pour la survie de l'entreprise. » Les grévistes espèrent que le mouvement, qui devrait être fortement relayé dans les médias, va attirer l'attention des dirigeants d'Areva, alors que deux nouvelles journées de négociations sont prévues les 21 et 22 septembre. « L'État et d'EDF doivent aussi prendre conscience qu'en tapant ainsi sur les salariés d'Areva, c'est toute la filière nucléaire qu'on met en danger. » Par Baptiste CAMILLERI

Areva: inquiets et en colère, les salariés sonnent "le début de la bagarre"

15 Sept. 2015, 16h16 | MAJ : 15 Sept. 2015, 16h16

RÉAGIR



Des employés d'Areva manifestent dans le quartier d'affaires de La Défense, près de Paris, contre des suppressions de postes, devant le siège social du groupe, le 15 septembre 2015 **(AFP/Bertrand GUAY)**

Inquiets et en colère, les salariés d'[Areva](#) ont manifesté mardi à La Défense pour la sauvegarde de leurs emplois, face aux 3.000 à 4.000 suppressions annoncées, et contre le démantèlement du groupe [nucléaire](#), qui menacent aussi selon eux la sécurité des installations.

Une mobilisation "plus que réussie", selon l'intersyndicale ([CGT](#), CFDT, FO, CFE-CGE, Unsa-Spaen) avec "2.500 salariés" ayant investi la place, près de Paris, devant le siège de l'ex-fleuron du nucléaire, dans des nuages de pétards et de fumigènes de couleur. Venus en masse des sites de province (La Hague, Marcoule, Paimboeuf, Saint-Marcel, Tricastin...), ils ont défilé sur le parvis du quartier d'affaires jusqu'à la tour EDF, protégée par un cordon de forces de l'ordre.

Les difficultés financières d'Areva, "ce n'est pas la faute des salariés, mais c'est eux qui paient plein pot", s'exclame Annick Roux, 30 ans d'ancienneté, montée à Paris depuis Marcoule. Elle dénonce les "décisions absurdes qui ont conduit Areva dans le gouffre", comme le "rachat de la société minière Uramin", sur lequel la justice enquête. Après des pertes record de 4,8 milliards d'euros en 2014, Areva a annoncé la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France, sur les 44.000 que compte le groupe (29.000 en France). Ce plan de restructuration vise à réaliser un milliard d'euros d'économies d'ici à 2017.

"Les salariés qui partent comme ceux qui restent vont morfler", prévient Pascal Evariste (CGT), pour qui la mobilisation de mardi marque "le début de la bagarre". Le plan de départs volontaires, qui devrait être finalisé prochainement, est "inacceptable. On ne sait pas quels postes vont être touchés, ni où. Il est important que les salariés le disent alors qu'il ne reste qu'une journée de négociation", explique Christophe Laisné (Unsa-Spaen).

- Inquiétude sur la pérennité du groupe

"Avec 3.600 emplois qui vont être supprimés à activité constante, il faut trouver un équilibre. On ne veut surtout pas qu'on prenne des risques avec la sécurité des salariés et des installations", s'inquiète Jean-Pierre Bachmann (CFDT), devant un cercueil portant l'inscription "A nos emplois". Plantées un peu partout près du siège du groupe, des croix blanches ou noires rappellent les "artisans", "sous-traitants" ou "enseignants" qui seront touchés de façon indirecte par les réductions d'effectifs chez Areva. Outre les suppressions d'emplois, les syndicats protestent aussi contre les mesures (gel des salaires, réduction des RTT...) en discussion dans le cadre du plan d'économies et contre le démantèlement du groupe.

Face aux difficultés financières d'Areva, l'Etat a décidé début juin de confier à EDF la majorité d'Areva NP, l'activité réacteurs. Le chiffre de 2,4 milliards d'euros pour cette acquisition circule. Un prix "trop bas", juge Christophe Laisné pour qui il est "hors de question que soit bradée" cette activité.

D'autant que cette vente ne lève pas, selon les syndicats, les inquiétudes quant à la pérennité du groupe, pas plus que sur l'avenir de la filière nucléaire française. "On a l'impression qu'on met en place un truc vite fait, rafistolé, pour que ça tienne jusqu'en 2017", lance Pascal Evariste. "Hier, Areva était un fleuron, aujourd'hui, c'est un brouillon", renchérit Gabriel Artero, de la fédération métallurgie CFE-CGC. "Il n'y a pas de vision stratégique" derrière la décision de l'Etat concernant la cession d'Areva NP, déplore la CFDT.

L'Etat est aussi pointé du doigt pour avoir, comme le dit la CGT, "laissé jouer pendant des années (l'ex-patronne d'Areva) Anne Lauvergeon et (l'ex-Pdg d'EDF) Henri Proglio", sans rien faire. Il s'est engagé à recapitaliser le spécialiste du nucléaire, mais sans dire à quelle hauteur. Il faut que ce soit fait "rapidement", réclame Cyrille Vincent (CFE-CGC). Le groupe assure de son côté qu'il souhaite "trouver les meilleures solutions pour la sauvegarde des compétences et de l'emploi industriel" avec comme "première priorité" la "sûreté des installations".

Écroués pour vols et tentative d'homicide

Avignon | Les deux hommes arrêtés samedi, après avoir forcé un barrage de police, ont été mis en examen lundi soir.

A lors que le troisième passager de l'Audi A1 qui a violemment percuté, samedi matin, un ad-joint de sécurité de 25 ans - sa tête a heurté le pare-brise de la voiture des suspects et l'a fissuré (1) -, sur un chemin de hallage, route de Tarascon, à Avignon, était toujours en fuite ce mardi, les deux autres hommes, âgés de 18 et 28 ans, ont été écroués lundi soir, l'un au Pontet, l'autre à Nîmes. Ils ont été mis en examen pour tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique, en l'occurrence les trois policiers en patrouille qui avaient établi un barrage pour arrêter le véhicule suspect aperçu un peu plus tôt ; pour vols avec violence, deux vols à l'arraché au préjudice de deux femmes, sur Avignon ; et pour vol de voiture à Béziers (Hérault), la fameuse Audi A1 dans laquelle ils ont été repérés.

Lors de cette arrestation mouvementée, le conducteur avait refusé l'injonction des policiers d'arrêter son véhicule, et avait au contraire, foncé « volontairement » sur le barrage et l'adjoint à la sécurité. Selon le parquet d'Avignon, les policiers avaient été obligés de faire usage de leur arme en tirant trois balles en direction du véhicule en fuite pour le stopper. Deux des trois individus seront interpellés dans la foulée, ou presque, par les fonctionnaires du commissariat d'Avignon.



■ L'un des deux individus mis en examen dort, depuis lundi soir, au Pontet.

Photo M. A.

Un pedigree déjà bien fourni

« Lors de leur garde à vue (celle du plus jeune des deux suspects avait été levée, samedi, pour des raisons médicales, NDLR), les deux hommes ont fourni des déclarations totalement contradictoires », explique Bernard Marchal, procureur de la République d'Avignon. Le plus âgé des deux mis en examen, soupçonné d'être le chauffeur de l'Audi A1, - le témoignage des policiers penche dans ce sens-là -, est déjà connu des services de police avec vingt-et-une mentions portées à son casier judiciaire. Originaire de Béziers, il purgeait déjà une peine en semi-liberté.

■ **X. R.**

■ **Le jeune policier**, après scanner, s'en tire finalement avec une main bandée et le port d'une minerve.



■ Plus de 2 000 salariés se sont rendus à La Défense ce mardi.

DR.

350 salariés d'Areva ont manifesté à Paris

Social | Ils se sont mobilisés devant les sièges du groupe nucléaire et d'EDF.

Ce mardi 15 septembre, ce ne sont pas moins de 350 salariés des sites Areva Marcoule, Melox et Areva NT, qui ont rallié Paris, pour manifester aux côtés des autres grévistes du groupe en difficulté. Tricastin était aussi largement représenté. Au total, deux rames de TGV avaient été affrétées pour le Sud. « Le quartier d'affaires de la Défense a volontairement été choisi pour montrer notre mécontentement, puisque c'est là que se trouvent les sièges des groupes Areva et EDF », expliquait, à l'about du fil, Pierre-Emmanuel Joly, le secrétaire général de la CGT Areva NC Marcoule.

le-bas de combat contre la suppression annoncée en avril dernier, par le géant du nucléaire, de 6 000 emplois, dont 3 000 à 4 000 en France.

« On est là pour montrer que les salariés ne se laissent pas faire et qu'ils n'acceptent pas la destruction des acquis sociaux. Ils refusent la casse sociale et le démantèlement d'Areva », résumait Pierre-Emmanuel Joly. Ravi de la « forte mobilisation » mais déçu que les deux directions soient restées muettes. « On ne nous a pas reçus. »

« Nous entendons obtenir de l'État son soutien financier afin de certifier la pérennité du groupe et être assurés du maintien de son plein emploi actuel », confiait pour sa part FO.

En fin de semaine, un comité de groupement Areva doit se tenir à Paris en présence des PDG d'Areva et d'EDF. Puis, les 21 et 22 septembre, toujours dans la capitale, une réunion de négociation concernant les mesures d'accompagnement pour le plan de départ volontaire est aussi programmée.

JENNIFER FRANCO
jfranco@midilibre.com

Plus de 2 000 grévistes

Cette nouvelle journée de mobilisation portée par l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, Unsa-Spaen, CFE-CGC, visait à dénoncer les pertes d'emploi mais aussi la cession de la majeure partie de l'activité réacteurs à EDF. Au total, plus de 2 000 employés ont donc « sonné le début de la bagarre », comme l'a écrit, par communiqué de presse, le représentant de l'Union locale de Force Ouvrière de Bagnols. Un bran-



■ Ils ont dénoncé les suppressions d'emploi annoncées.

DR.

“Incident” d'exploitation à la centrale Areva du Tricastin

Dans le cadre des opérations de rinçage de l'ancienne usine d'enrichissement Eurodif, sur le site de la centrale Areva du Tricastin (Drôme), des huiles contenant des traces d'uranium générées par l'exploitation sont normalement récupérées et entreposées avant d'être brûlées périodiquement dans une chaudière autorisée du site. Lors des opérations de nettoyage de la chaudière, les cendres sont collectées puis traitées et acheminées vers un centre de stockage dédié.

évidence le conditionnement de ces cendres dans des récipients de deux cents litres au lieu de trente litres auparavant. Cette évolution du mode de conditionnement aurait dû faire l'objet d'une modification préalable du référentiel d'exploitation.

Areva Tricastin a proposé à l'ASN (Agence de sûreté nucléaire) de classer cet écart vis-à-vis d'une règle d'exploitation, sans impact sur la sûreté, le personnel et l'environnement, au niveau 1 de l'échelle internationale des événements nucléaires (Ines), graduée jusqu'à 7.

Un contrôle interne a mis en

Les Dissidants
MIDI GOURMAND

CI'hub chefs
PRÉSENTE

Réservez dès aujourd'hui vos
Cartes Dégustation sur Midilibre.fr

Toques et Toqués

10h > 18h

Samedi 26 Septembre

Jardins du Peyrou Montpellier

Carnet repas et boissons **25€**

DÉMONSTRATION DE CUISINE AUPRÈS DE 17 GRANDS CHEFS

ÉRIC CELLIER, CHARLES FONTES, PIERRE-OLIVIER PROUHÈZE, PATRICK GUILTAT, FRÉDÉRIC HUSSER, PASCAL SANCHEZ, MATTHIEU DE LAUZUN, JACQUES MAZERAND, JACQUES ET LAURENT POURCEL, ROMAIN SALAMONE, GÉRARD CABIRON, PAUL COURTAUX, FRANCK SÉGURET, PIERRE L MARIN, FRANÇOIS WILL, JIMMY NICAUD

Sud Formation
Café de France
Sud Vivier
M
Membres du Syndicat Montpellier
SUD D'ARQUES
CCMONTPELLIER
Les Dissidants
bleu
BHV
Midi Libre

UN ÉVÈNEMENT
Midi Libre

Renseignements sur Toquesettoques.fr

MARCOULE Areva : « une très bonne mobilisation » des salariés à Paris

[Thierry Allard](#) 15 septembre 2015 à 20:48 [Société](#) [0 Comment](#)



Ce matin, au pied du siège d'Areva, à la Défense (DR)

Les salariés du géant du nucléaire manifestaient ce matin devant le siège du groupe, à la Défense, contre le plan de la direction qui prévoit notamment la suppression de 4 000 postes en France d'ici 2017.

« Il y avait plus de 2 500 salariés devant la tour, et nous nous sommes montés à 850 du sud, c'est une très bonne mobilisation », explique Manu Joly, délégué syndical CGT à Areva NC, à Marcoule, qui précise également que « les sites industriels du groupe ont été ralentis ou arrêtés, avec un taux de grévistes de 60 à 70 % . »

Pour le délégué syndical, « ça a été une grosse journée de mobilisation, nous avons également manifesté devant le siège d'EDF, pour bien faire comprendre que ce plan, les salariés n'en veulent pas. Aujourd'hui on veut une vraie stratégie pour le groupe et pas un plan à la petite semaine. » Pour autant, les syndicats n'ont pas été reçus par la direction.

D'ici la fin du mois, la direction d'Areva se réunira pour son comité groupe France puis pour une réunion de négociation avec les syndicats. Deux rendez-vous qui risquent bien d'être marqués par une forte mobilisation.